SOCIÉTÉ

Ecolieux, habitats partagés : « Des utopies concrètes » et « un militantisme actif, au quotidien »

Le sociologue Maxime Cordellier brosse un panorama des lieux de vie communautaires et des enjeux qui sous-tendent leur existence.

Propos recueillis par Anne Guillard

Publié hier à 12h11, mis à jour à 11h05 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Au sein de la coopérative d'habitants Le Pré Commun, où dix-sept adultes et dix enfants vivent dans un habitat participatif, à La Montagne (Loire-Atlantique), le 20 octobre 2021. Ici, les habitants sont dans la cuisine commune. THÉOPHILE TROSSAT POUR « LE MONDE »

Ecovillages, écohameaux, écolieux... Les bannières sont nombreuses aujourd'hui pour dénommer des expérimentations de vie en communauté qui, si elles n'affichent pas forcément les mêmes valeurs, s'inscrivent dans des formes de contestation de la société de consommation.

Maxime Cordellier, sociologue à l'université de Caen Normandie-Centre d'études et de recherche sur les risques et vulnérabilités (Cerrev), et auteur d'une thèse intitulée « Recherche d'autonomie et architecture du commun dans les styles de vie communautaires » (2018), dresse un tableau de ces *« utopies concrètes »* .

Lire aussi | Voyage dans la France des utopistes

A quel imaginaire renvoie le mot « communauté » ?

Dans la langue anglo-saxonne, le terme *« community »* n'est pas connoté péjorativement. C'est un terme qui traduit une forme d'association libre entre des individus. Les *community studies* sont des études qui portent à la fois sur la vie d'un quartier, d'un microcosme local pour démontrer qu'il s'agit de partager une proximité géographique, sociale et avoir des intérêts ou des actions à mener ensemble.

La France ne fait pas le même usage de ce terme. Sur le terrain, tout le monde s'évertue plutôt à parler de « collectif ». Dans les années 2010, un certain nombre de collectifs ont réinterrogé la notion de communauté, en prenant appui sur la notion de « commun ». Deux constats émergeaient. Une partie des collectifs avaient tendance à rejeter le terme, qu'ils associaient aux mouvements issus de Mai-68, en disant : *« Nous ne sommes pas des babas cool, on n'est pas revenus à la terre pour fuir le monde mais parce que c'est une autre manière d'envisager le politique aujourd'hui, de façon pragmatique, sur le terrain, et collective. »* La communauté renvoyait, selon eux, à l'imaginaire *« hippie »*.

Le second constat est lié aux institutions françaises, qui ont créé, en 2002, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes). Un certain nombre de communautés, qui n'étaient pas du tout en lien avec des dérives sectaires, ont craint d'être embarquées dans ce mouvement de caractérisation, et ont rejeté le terme. On le voit encore plus dans le débat public : la France rejette massivement le communautarisme qui porterait atteinte à l'universalisme républicain. S'afficher dans une communauté serait une manière de s'inscrire en faux contre cet universalisme, et donc craindre une répression de l'Etat.

Lire aussi | Des néoruraux à la recherche de leur éden à Saint-Pierre-de-Frugie, un village qui se mourait

Peut-on repérer des valeurs communes à tous ces mouvements ?

Ces mouvements sont caractérisés par une grande diversité de valeurs et de motivations. Chaque collectif est le fruit d'une rencontre de personnes qui décident de se regrouper autour d'aspirations militantes et de vie quotidienne. Le dénominateur commun est néanmoins un faisceau d'interrogations sur les formes d'échanges liées au capitalisme, la manière d'organiser la société et la façon néolibérale d'orchestrer les relations entre le pouvoir politique, économique et la société civile. On retrouve très souvent ces interrogations à des degrés divers de radicalité.

Certains collectifs affichent haut et fort un antiétatisme et un anticapitalisme qui peut aller jusqu'à refuser de commercialiser des productions de la ferme, par exemple, et de ne réaliser des échanges avec l'extérieur que sur la base du troc. Un certain nombre d'autres groupements s'accommodent très bien d'une économie sociale et solidaire reposant sur l'hybridation des formes d'économie, la redistribution étatique, le marché et la solidarité de proximité.

De quoi ces alternatives de vie sont-elles l'écho ?

Il y a une volonté d'agir ancrée dans le quotidien. Il s'agit moins d'un militantisme de réunion ou de manifestation que d'un militantisme actif, au quotidien, ancré dans des formes du *« faire »*, comme le nomme le sociologue Michel Lallement. Une grande part de ces mouvements se sont installés dans des territoires ruraux pour prendre à bras-le-corps les questions de l'autosuffisance alimentaire, du politique au niveau local, à une échelle qu'ils peuvent appréhender pour dégager des leviers d'action.

Le débat public s'est saisi de la question de la participation avec une définition qui lui est propre, par l'organisation de débats au sein de différentes instances, qui permettent de recueillir l'opinion des citoyens et d'essayer, plus ou moins habilement, de les retraduire dans un langage politique institutionnel. Dans les communautés dont on parle, l'idée de la participation est plus radicale, avec la volonté de prendre le politique collectivement en main et de réfléchir à la manière dont on peut s'organiser pour délibérer puis arrêter des décisions. C'est le trait saillant de ces expérimentations.

Ces groupes construisent le cadre de ce qui va les obliger à délibérer et décider ensemble, c'est-à-dire à fabriquer du consensus dans la durée. On peut ne pas être d'accord, ce qui prime, c'est la capacité à formuler des problématiques collectivement et cheminer ensemble.

Lire aussi | Ecovillages, logements participatifs... Une autre manière d'habiter la Terre

Peut-on dire que cela est utopique ?

Ce sont des utopies concrètes. Le terme « utopie » renvoie classiquement à un horizon chimérique, alors qu'ici la dimension utopique est liée à l'expérimentation, à la recherche d'une forme sociale alternative. Un groupe qui décide de se réunir pour expérimenter des formes d'échanges non marchands et non monétaires, on peut considérer que c'est une utopie, mais qui va chercher des solutions dans le concret pour exister. En expérimentant, l'idée est donc de faire advenir une réalité alternative, de la proposer en exemple, bien que l'objectif soit plutôt de changer la vie, plus que le monde.

Qu'en est-il des préoccupations environnementales et du lien social ?

Le retour à la terre s'ancre dans une volonté de reconstruire les liens entre le travail manuel et la production des conditions de subsistance, dans une recherche constante de retisser le lien entre la production et la consommation. Mais les préoccupations écologiques ne sont pas toujours centrales.

Le travail de la terre apparaît souvent comme le support des expérimentations communautaires, qui se font plutôt en milieu rural. Les questions écologiques sont, elles, davantage attachées aux pratiques professionnelles du travail agricole, une conception plus proche des agriculteurs de la Confédération paysanne. Ainsi devrions-nous dire que ces groupes pratiquent une forme non pas de « retour » à la terre mais de « recours » à la terre.

Concernant les liens sociaux, décider de vivre en collectif s'ancre dans la dimension de construction de liens d'interdépendance plus forts. Les profils rencontrés sont plutôt natifs urbains, ayant souvent fait des études supérieures de bac + 2 à bac + 5, voire plus pour certains. Ce sont des gens relativement déconnectés des réalités terriennes. Tous se rendent compte que prendre la clé des champs nécessite de le faire à plusieurs, car aucun ne possède de connaissances pratiques concernant la production agricole. Le collectif est alors un bon soutien et un engagement fort.

Lire aussi | A la ferme collective du Jointout, « être à plusieurs est un énorme atout »

Ces poches communautaires sont-elles amenées à se développer ?

Aujourd'hui, ces expériences collectives connaissent un développement assez vif. Il y a vingt ou quarante ans, on était sur des expérimentations qu'on repérait plutôt dans le sud de la France, dans des endroits désertifiés, avec une forte déprise agricole et où le prix du foncier était peu cher. On observe, depuis le milieu des années 2010, l'émergence d'expériences sur tout le territoire. La sociologie des candidats change également, avec des personnes qui ont relativement plus de moyens pour s'installer là où le prix des terres est plus onéreux.

Lire aussi | Face à sa nouvelle communauté écologiste, Saint-André entre deux eaux

Anne Guillard